ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 5 janvier 1977, d'une demande d'avis sur un projet de loi"relatif à la publicité des comptes annuels des sociétés commerciales ou à forme commerciale", a donné le 25 janvier 1977 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 5e januari 1977 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de openbaarmaking van de jaarrekening van de handelsvennootschappen en van de vennootschappen die de rechtsvorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen", heeft de 25e januari 1977 het volgend advies gegeven :

Article 1er.

La rédaction de cet article ne traduit pas les intentions du Gouvernement. Il ne s'agit pas de permettre aux sociétés de déposer leurs documents sous forme de microfilms, ce qui poserait un problème pour leur consultation gratuite par le public, mais de permettre ultérieurement une transposition des documents sur un support plus réduit afin d'éviter l'encombrement résultant d'un développement du volume des archives que doivent conserver les greffes des tribunaux de commerce.

En accord avec le fonctionnaire délégué, le texte suivant, qui s'inspire de l'article 18bis de la loi du 16 mars 1865 qui institue une Caisse générale d'épargne et de retraite, modifiée par l'arrêté royal n° 44 du 24 octobre 1967, est proposé :

"Il peut prévoir que les documents qui sont versés au dossier peuvent être, après le délai qu'Il fixe, reproduits sous la forme de copies photographiques ou microphotographiques ou sous toute autre forme.
Ces copies font foi comme les documents déposés et peuvent leur être substituées aux conditions déterminées par arrêté royal".

Article 2.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 2.-

L'article 36, alinéa 1er, 6°, des mêmes lois coordonnées, est remplacé par le texte suivant :

.../...

"6° Le dernier bilan et le dernier compte de résultats, ou la mention qu'il n'en a pas encore été déposé;".

Article 3.

Pour des raisons de concordance générale, cet article pourrait être rédigé comme suit :

"Article 3.-

Dans l'article 47, alinéa ler, des mêmes lois coordonnées, modifié par la loi du 30 juin 1961, les mots ...".

Article 4.

La seconde phrase de l'alinéa nouveau que le projet se propose d'introduire dans l'article 77 ne constitue qu'un rappel de la législation existante et peut être omis.

Article 5.

Dans l'article 78 des lois coordonnées, il conviendrait de modifier, outre l'alinéa ler, 4°, l'alinéa ler, 1° et l'alinéa 2 ainsi qu'il suit :

"A l'article 78 des mêmes lois coordonnées, modifié par la loi du ler décembre 1953, sont apportées les modifications suivantes :

A. l'alinéa ler, 1°, est remplacé par le texte suivant :

.../...

"1° du bilan, du compte de résultats et de l'annexe;".

B. l'alinéa ler, 4°, est remplacé par le texte suivant :

"4° du rapport des administrateurs, du rapport des commissaires et, éventuellement, du rapport du ou des commissaires-reviseurs;".

C. l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

"Le bilan, le compte de résultats, l'annexe et les rapports mentionnés à l'alinéa ler, 4°, sont adressés aux actionnaires en nom, en même temps que la convocation".

Article 6.

La phrase liminaire devrait être rédigée comme suit :

"L'article 80 des mêmes lois coordonnées, modifié par la loi du 14 mars 1968, est remplacé par la disposition suivante:...".

Au 2° du second alinéa de l'article 80 en projet, il convient d'écrire :

"un tableau indiquant l'affectation du résultat, décidée par l'assemblée générale;".

Le 4° du même alinéa, pourrait être utilement précisé ainsi qu'il suit :

.../...

"4° un document indiquant la date de publication des extraits des actes constitutifs et modificatifs des statuts;".

Article 8.

La phrase liminaire de cet article devrait être rédigée comme suit :

"L'article 137 des mêmes lois coordonnées, modifié par la loi du 6 juillet 1967, est remplacé par la disposition suivante : ...".

Article 10.

Cet article devrait être rédigé comme suit :

"Article 10.-

L'article 161 des mêmes lois coordonnées, modifié par la loi du 6 juillet 1967, est abrogé".

Article 15.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 15.-

A l'article 199, alinéa 3, des mêmes lois coordonnées, modifié par les lois des 30 juin 1961 et 30 juin 1975, les mots "et la mention de l'absence de dépôt, celle de l'absence de publication prévue aux articles 36, 6° et 84, 8°" sont supprimés".

.../...

Article 17.

La phrase liminaire devrait être rédigée comme suit :

"L'article 204, 2° des mêmes lois coordonnées, modifié par la loi du 6 mars 1973, est remplacé par la disposition suivante : ...".

Article 18.

Cet article pourrait être rédigé plus simplement comme suit :

"Article 18.-

La Banque nationale de Belgique est chargée :

1° de délivrer, même par correspondance ou sous toute forme approuvée par le Roi, à ceux qui lui en font la demande, copie de l'ensemble des documents mentionnés à l'article 80 des lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935;

2° de délivrer, même par correspondance, à ceux qui lui en font la demande, copie des documents mentionnés à l'article 80 des mêmes lois coordonnées et relatifs à une société et à une année déterminées".

Article 19.

A l'alinéa 2, si l'Institut national de statistiques est appelé à faire gratuitement les communications visées par cet article, il conviendrait de l'exprimer dans le texte.

.../...

Article 20.

Cette disposition est destinée à assurer le secret des communications reçues de l'Institut national des statistiques. Pour atteindre ce but, la disposition devrait être rédigée en termes analogues à ceux de l'article 18 de la loi du 4 juillet 1962, ainsi conçu :

"Celui qui, à quelque titre que ce soit, détient soit des renseignements individuels recueillis en exécution de la présente loi, soit des statistiques globales et anonymes, établies à l'aide de ces renseignements et qui n'ont pas été rendues publiques par l'Institut national des statistiques, ou a connaissance d'informations visées au deuxième alinéa de l'article 7, ne peut publier ces renseignements statistiques ou informations, ni les communiquer à des personnes ou services non qualifiés pour en prendre connaissance.

Sauf s'il y a infraction à la présente loi, ces renseignements, statistiques ou informations ne peuvent, en outre, être révélés ni dans le cas visé par l'article 29 du Code d'instruction criminelle, ni en cas de témoignage en justice.

Toute infraction aux interdictions visées par les deux alinéas précédents est punie des peines prévues par l'article 458 du Code pénal, sans préjudice de l'application éventuelle de sanctions disciplinaires".

Article 22.

La phrase liminaire devrait être rédigée comme suit :

"L'article 10 de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises est remplacé par la disposition suivante : "Article 10. .....".

.../...

Article 23.

Cet article ne fait pas allusion aux lois où les mots "compte de profits et pertes" et "compte de pertes et profits" ou d'autres expressions analogues figureraient et qui seraient relatives à des organismes qui ne sont ni des sociétés commerciales ni des sociétés à forme commerciale, notamment les organismes publics dont les engagements sont réputés commerciaux et qui sont visés à l'article 1er de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises.

Le Gouvernement appréciera s'il y a lieu de compléter l'article pour tenir compte de cette observation.

Artikel 1.

Zoals dit artikel is geredigeerd, zegt het niet wat de Regering bedoelt. Toegestaan wordt niet, dat de vennootschappen hun stukken neerleggen in microfilm - hetgeen een probleem zou opleveren voor de kosteloze inzage door het publiek -, wel dat de stukken naderhand op kleiner formaat worden overgebracht, ter bestrijding van het tekort aan plaatsruimte voor het toenemende aantal archiefstukken die de griffies van de rechtbanken van koophandel moeten bewaren.

In overleg met de gemachtigde ambtenaar wordt de volgende tekst voorgesteld, waarvoor is uitgegaan van artikel 18bis van de wet van 16 maart 1865 houdende oprichting van een Algemene Spaar- en Lijfrentekas, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 44 van 24 oktober 1967 :

> "Hij kan bepalen dat de in het dossier bewaarde stukken na verloop van de door hem gestelde termijn kunnen worden gereproduceerd in de vorm van foto- of microfotocopieën of in enige andere vorm. Die copieën hebben dezelfde bewijskracht als de neergelegde stukken en kunnen in hun plaats worden gesteld onder de voorwaarden bij koninklijk besluit bepaald".

Artikel 2.

Voorgesteld wordt :

"Artikel 2.-

Artikel 36, eerste lid, 6°, van dezelfde gecoördineerde wetten wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

"6° de laatste balans en de laatste resultatenrekening of de vermelding dat er nog geen werd neergelegd;".

Artikel 3.

Ter wille van de algemene overeenstemming zou dit artikel als volgt kunnen worden geredigeerd :

"Artikel 3.-

In artikel 47, eerste lid, van dezelfde gecoördineerde wetten, gewijzigd bij de wet van 30 juni 1961, wordt het woord "bekendmaking" vervangen door het woord "neerlegging".

Artikel 4.

De tweede volzin van het nieuwe lid dat het ontwerp in artikel 77 wil invoegen, is slechts een herhaling van de bestaande wetgeving en kan vervallen.

Artikel 5.

In artikel 78 van de gecoördineerde wetten zouden, benevens het eerste lid, 4°, ook het eerste lid, 1°, en het tweede lid moeten worden gewijzigd als volgt :

"In artikel 78 van dezelfde gecoördineerde wetten, gewijzigd bij de wet van 1 december 1953, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

.../...

A. het eerste lid, 1°, wordt door de volgende tekst vervangen :

"1° van de balans, van de resultatenrekening en van de bijlagen tot de jaarrekening;".

B. het eerste lid, 4°, wordt door de volgende tekst vervangen :

"4° van het verslag van de beheerders, van het verslag van de commissarissen en eventueel van het verslag van de commissaris-revisor of de commissarissen-revisoren;".

C. het tweede lid wordt door de volgende bepaling vervangen :

"De balans, de resultatenrekening, de bijlagen tot de jaarrekening en de verslagen vermeld in het eerste lid, 4°, worden gezonden aan de houders van aandelen op naam, terzelfdertijd als de oproepingsbrief".

Artikel 6.

De inleidende volzin zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 80 van dezelfde gecoördineerde wetten, gewijzigd bij de wet van 14 maart 1968, wordt door de volgende bepaling vervangen : ...".

Onder 2° van het tweede lid van het ontworpen artikel 80 moet de Franse tekst als volgt worden gelezen :

"un tableau indiquant l'affectation du résultat, décidée par l'assemblée générale;".

.../...

De tekst onder 4° van hetzelfde lid zou gevoeglijk als volgt kunnen worden gepreciseerd :

"4° een stuk met vermelding van de datum van bekendmaking van de uittreksels uit de oprichtingsakten en uit de akten houdende statuutwijziging;".

Artikel 8.

De inleidende volzin van dit artikel zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 137 van dezelfde gecoördineerde wetten, gewijzigd bij de wet van 6 juli 1967, wordt door de volgende bepaling vervangen : ...".

Artikel 10.

Dit artikel zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 10.-

Artikel 161 van dezelfde gecoördineerde wetten, gewijzigd bij de wet van 6 juli 1967, wordt opgeheven".

Artikel 15.

Voorgesteld wordt dit artikel als volgt te redigeren :

.../...

"Artikel 15.-

In artikel 199, derde lid, van dezelfde gecoördineerde wetten, gewijzigd bij de wetten van 30 juni 1961 en 30 juni 1975, worden de woorden "en de vermelding van het ontbreken van de bekendmaking waarvan sprake in artikel 36, 6°, en 84, 8°" geschrapt".

Artikel 17.

De inleidende volzin zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 204, 2°, van dezelfde gecoördineerde wetten, gewijzigd bij de wet van 6 maart 1973, wordt door de volgende bepaling vervangen : ...".

Artikel 18.

Dit artikel kan eenvoudiger als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 18.-

De Nationale Bank van België is ermede belast :

1° aan een ieder die erom vraagt, zelfs per brief of in enige door de Koning goedgekeurde vorm een afschrift af te geven van de gezamenlijke stukken vermeld in artikel 80 van de wetten betreffende de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935;

.../...

2° aan een ieder die erom vraagt, zelfs per brief een afschrift af te geven van de in artikel 80 van dezelfde gecoördineerde wetten vermelde stukken die betrekking hebben op een bepaalde vennootschap en een bepaald jaar".

Artikel 19.

Tweede lid : als het Nationaal Instituut voor de statistiek de in dit artikel bedoelde mededelingen kosteloos moet doen, zou dat in de tekst moeten worden gezegd.

Artikel 20.

Deze bepaling heeft tot doel de geheimhouding te verzekeren van de gegevens die door het Nationaal Instituut voor de statistiek zijn verstrekt. Opdat dit doel kan worden bereikt, zou de bepaling moeten worden geredigeerd overeenkomstig artikel 18 van de wet van 4 juli 1962 dat luidt als volgt :

"Hij die uit welken hoofde ook houder is hetzij van individuele inlichtingen, ter uitvoering van deze wet verzameld, hetzij van globale en naamloze statistieken, opgemaakt met behulp van deze inlichtingen en die door het Nationaal Instituut voor de statistiek niet openbaar zijn gemaakt, of kennis heeft van de in artikel 7, tweede lid, bedoelde informaties, mag deze inlichtingen, statistieken of informaties niet publiceren, of ze niet mededelen aan personen of diensten die niet bevoegd zijn om er kennis van te nemen.

.../...

Behalve indien deze wet overtreden is, mogen deze inlichtingen, statistieken of informaties daarenboven niet ruchtbaar gemaakt worden, noch in het geval bedoeld bij artikel 29 van het Wetboek van strafvordering, noch in geval van getuigenis voor het gerecht.

Elke overtreding van de verbodsbepalingen, in de twee voorgaande leden bedoeld, wordt gestraft met de straffen bepaald in artikel 458 van het Strafwetboek, onverminderd de eventuele toepassing van tuchtstraffen".

Artikel 22.

De inleidende volzin zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 10 van de wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen wordt door de volgende bepaling vervangen :
"Artikel 10. ...".

Artikel 23.

Dit artikel gaat voorbij aan de wetten waarin de woorden "winst- en verliesrekening" of "verlies- en winstrekening" of andere soortgelijke termen zijn gebruikt, en die betrekking hebben op instellingen die geen handelsvennootschappen of vennootschappen met handelsvorm zijn, inzonderheid de openbare instellingen wier verbintenissen worden geacht handelsverbintenissen te zijn en die bedoeld

.../...

zijn in de wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen.

De Regering dient te weten of zij dit artikel al dan niet moet aanvullen ter inachtneming van deze opmerking.

La chambre était composée de

Messieurs : J. MASQUELIN, président,
de Heren : voorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraden,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,
C. DESCHAMPS, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. MASQUELIN.

Le rapport a été présenté par M. G. PIQUET, premier auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. TRUYENS.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. MASQUELIN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. PIQUET, eerste auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. MASQUELIN.